

out-ils à se plaindre ? Le gouvernement doit agir sagement d'après leurs arguments. Ce n'est que l'ancienne criallerie. Sont-ils prêts à faire quelque chose de mieux pour le peuple, ou recherchent-ils seulement les dépouilles ? Veulent-ils revenir au pouvoir uniquement pour l'amour des douceurs qu'il procure ? L'état de choses actuel me rappelle beaucoup l'athée ; l'athée désire enlever quelque chose au peuple, mais il n'a rien à donner en retour. Ils disent que nous avons le même ancien tarif et la même vieille politique nationale. Je prétends que cela n'est pas exact. Le parti libéral a promis un tarif pour le revenu ; cela a été inséré dans le programme de 1893, et je suis d'avis que nous avons un tarif pour le revenu. Je suis d'avis que s'il y a quelque élément de protection dans notre système, ce n'est qu'accidentellement ; c'est une considération secondaire.

L'ex-ministre des Finances nous a donné quelques chiffres pour démontrer que les droits ont seulement été réduits, comme il l'a dit, d'environ  $\frac{1}{2}$  pour 100 en moyenne ; mais je prétends que sa comparaison n'était pas juste. Le population du pays désirait un remaniement du tarif, de manière à ce que le fardeau des taxes fût imposé à ceux qui étaient capables de le porter, et de manière à ce que les classes agricoles fussent libérées des taxes qui les écrasaient. C'est ce que ce gouvernement-ci a fait. Le tarif a été remanié de telle façon, que les classes agricoles du Canada ont eu un soulagement réel, et les droits ont été imposés sur les articles de luxe, de sorte que les classes les plus riches, si elles veulent avoir des articles de luxe, devront les payer.

Les honorables membres de la gauche, depuis un grand nombre d'années, ont agité le vieux drapeau dans la partie du pays que j'habite. Ils ont dit au peuple que les libéraux étaient des annexionnistes et des rebelles, et, de fait, un membre du parti libéral n'était pas regardé comme très respectable. Mais ces messieurs ont été au pouvoir pendant dix-huit ans, et j'aimerais savoir ce qu'ils ont fait durant cet intervalle pour relier plus étroitement entre elles les différentes parties de l'empire. Ils n'ont rien fait. Le chef de la gauche (sir Charles Tupper) prétend que lorsque le très honorable premier ministre était en Angleterre, il a été rencontré à Liverpool par le duc de Devonshire qui, sans consulter ses collègues du cabinet britannique, et sans consulter le public anglais, a offert une préférence sur les marchés d'Angleterre à nos produits de la ferme.

Y a-t-il une personne intelligente qui puisse croire que le duc de Devonshire est capable de faire une pareille chose ? Malgré qu'une telle chose ne se soit jamais produite, le chef de l'opposition continue de répéter cette vieille histoire. Que l'honorable chef de l'opposition (sir Charles Tupper) me permette d'appeler son attention sur un article qui traite cette question, publié dans le "Britannia" l'organe officiel de la Ligue

de l'Empire Britannique. Cet article se lit comme suit :

Le temps n'est-il pas arrivé de demander au "Mail et Empire" de Toronto, de nous dire ce qu'il sait de cette assertion, plusieurs fois répétée par lui, que le duc de Devonshire a fait à sir Wilfrid Laurier, à Liverpool, dans le mois de juin dernier, "une offre" de commerce privilégié, et au cas où ce journal ne pourrait pas prouver ce qu'il a avancé, de le retirer une fois pour toutes ? Cette fable, comme on doit l'appeler, a pris récemment la tournure suivante :

"(Comme le 'Mail et Empire' l'a annoncé le 19 mai), on se rappelle que le duc de Devonshire pria le premier ministre de considérer favorablement le projet et d'entamer les négociations." Or, nous déclarons catégoriquement,—et nous défions qui que ce soit de nous contredire—que pas un seul des discours du duc ne contient de passages pouvant être interprétés en ce sens. Qu'il soit bien compris que ni le "Britannia," ni celui qui écrit ces lignes, n'a rien à faire avec la discussion que soulèvent encore actuellement la politique ou la conduite diplomatique du premier ministre canadien sur cette question. Il est sans doute permis au "Mail et Empire" de le frapper tant que cela lui fera plaisir. C'est là une question du domaine de la politique de parti, à laquelle la Ligue de l'Empire Britannique, qui compte parmi ses membres des personnes tant de l'Angleterre que du Canada, qui n'approuvent pas la conduite de sir Wilfrid Laurier et d'autres qui l'approuvent, n'a pas l'intention de se mêler. Mais exactement pour la raison que la ligue, ayant pour patron la reine elle-même, est une institution d'un caractère national, il est tout à fait inconvenant de vouloir faire croire que son président est allé jusqu'à se compromettre sur une question aussi controversée, lorsqu'il n'a rien fait de tel. Nous sommes animés des meilleurs sentiments à l'égard du "Mail et Empire," en écrivant ces lignes, car nous reconnaissons les services que ce journal a rendus à la cause de l'union britannique ; mais il est de notre devoir de demander impérieusement que l'on nous permette de demeurer en dehors de la sphère des discussions politiques."

Le duc de Devonshire, M. l'Orateur, est président de la Ligue de l'Empire Britannique, et il n'est que juste de conclure de cet article, qu'il est une contradiction officielle de cette prétendue assertion que des offres de commerce privilégié ont jamais été faites par lui au Canada. Il y a à peine une semaine ou deux, le chef de l'opposition (sir Charles Tupper), parlant à une réunion à Toronto, répétait la même vieille fable et disait :

A peine sir Wilfrid Laurier avait-il touché le sol de l'Angleterre qu'il était reçu par le duc de Devonshire, lequel fit un discours et offrit dans des termes sur lesquels il n'y avait pas à s'y méprendre, ce grand avantage, (le commerce privilégié).

Je ne crois pas que ce soit juste de la part de l'honorable député (sir Charles Tupper) de répéter cette assertion erronée, lorsqu'elle est niée d'une manière officielle. Pour ma part, parlant au nom du peuple des Territoires du Nord-Ouest, je puis dire que nous voudrions bien avoir une préférence sur les marchés anglais. Si le peuple anglais voulait nous accorder des privilèges sur ses marchés, ce serait un bienfait